

Art. 16. In artikel 226, paragraaf 1, lid 1, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "Zij brengt ook advies uit over de nieuwe bestemming en de onteigening van de in artikel 212, § 2, bedoelde goederen." opgeheven.

Art. 17. Artikel 233 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door volgende tekst :

"Volgens de door haar bepaalde nadere regels wordt door de Regering een inventaris van het archeologisch erfgoed opgemaakt en bijgewerkt en een archeologische zonerings van het Waalse Gewest vastgelegd."

Art. 18. In artikel 109, lid 1, 2°, van hetzelfde Wetboek vervallen de woorden "of een definitief samenvattend proces-verbaal".

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 11 april 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

Stukken van het Waals Parlement 1016 (2013-2014) Nrs. 1 tot 7.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 11 april 2014.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203420]

28 AVRIL 2014. — Décret complétant le Livre I^{er} de la deuxième partie du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, relatif à l'aide aux gens du voyage (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans le Livre I^{er} de la deuxième partie du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, il est inséré un titre 7, intitulé « Aide aux gens du voyage ».

Art. 3. Dans le titre 7 inséré par l'article 2, il est inséré les articles 149/1 à 149/12, rédigés comme suit :

« Art. 149/1. Pour l'application du présent titre, on entend par :

1° gens du voyage : des communautés d'origines différentes caractérisées par un habitat mobile, qui se déplacent de lieu en lieu durant plusieurs mois de l'année et qui, à chaque arrêt, restent quelques jours sur place avant de reprendre la route;

2° accueil : procédure organisant officiellement le séjour temporaire des gens du voyage et permettant la recherche de solutions concertées à des problèmes spécifiques;

3° médiation : méthode d'action sollicitant l'intervention d'un tiers, indépendant et impartial, qui vise à mettre d'accord, à concilier ou à réconcilier des personnes ou des parties.

Art. 149/2. Le présent titre a pour objectif d'apporter une aide aux gens du voyage, notamment :

1° en promouvant l'intégration des gens du voyage;

2° en luttant contre les processus qui engendrent la pauvreté des gens du voyage;

3° en soutenant un accueil concerté et de qualité des gens du voyage en Wallonie.

CHAPITRE 2. — Accueil des gens du voyage

Section 1^{re}. — Missions de l'organisme spécialisé en accueil des gens du voyage

Art. 149/3. Les missions de l'organisme spécialisé en accueil des gens du voyage consistent à :

1° promouvoir les projets sociaux et socioprofessionnels des gens du voyage et favoriser la participation citoyenne des gens du voyage et de leurs associations;

2° apporter une aide à l'accomplissement des formalités administratives aux gens du voyage, notamment en lien avec leur habitat mobile;

3° favoriser et améliorer les relations entre les autorités publiques locales, les gens du voyage et la population sédentaire;

4° informer et accompagner les autorités publiques dans la gestion du séjour des gens du voyage;

5° assurer la médiation, notamment en intervenant sur le terrain à la demande des communes ou des gens du voyage, en ce compris dans les cas d'urgence;

6° recueillir des données statistiques sur les groupes, les interventions de l'organisme spécialisé en l'accueil des gens du voyage et leur interprétation;

7° analyser des règlements et « bonnes pratiques » en Europe;

8° proposer des orientations de la politique de l'accueil des gens du voyage en Région de langue française.

9° informer les services du Gouvernement.

Le Gouvernement peut préciser les missions visées aux 1° à 9°.

Section 2. — Reconnaissance de l'organisme spécialisé en accueil des gens du voyage

Art. 149/4. Le Gouvernement wallon ou son délégué reconnaît un organisme spécialisé en accueil des gens du voyage, ci-après dénommé « l'organisme ».

Art. 149/5. Les conditions de reconnaissance de l'organisme sont les suivantes :

1° être constitué sous la forme d'une association sans but lucratif au sens de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;

2° avoir son siège d'activités et exercer ses missions sur le territoire de la Région de langue française;

3° réaliser les missions visées à l'article 149/3;

4° compter au moins trois ans d'activités dans le cadre de l'accueil des gens du voyage;

5° disposer d'une équipe dont la composition minimale est fixée par le Gouvernement;

6° disposer de locaux adaptés à l'exercice de ses missions et répondant aux conditions de salubrité et de sécurité.

Art. 149/6. La demande de reconnaissance est adressée au Gouvernement ou à son délégué par pli recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi.

La reconnaissance est accordée pour une durée indéterminée.

Art. 149/7. § 1^{er}. Le Gouvernement détermine le contenu du dossier de la demande de reconnaissance, ainsi que la procédure d'appel à candidatures. Le dossier de demande de reconnaissance comporte au moins :

1° les statuts de l'association;

2° la composition des organes de gestion;

3° les derniers comptes annuels approuvés;

4° une description des activités de l'association et, le cas échéant, de sa collaboration avec les acteurs publics ou privés;

5° le cas échéant, la liste des personnes employées par l'association.

§ 2. Le Gouvernement fixe la procédure d'octroi de la reconnaissance.

§ 3. Si, au terme de l'examen des demandes de reconnaissance, plusieurs associations remplissent les conditions fixées par le présent titre, notamment celles visées à l'article 149/5, le Gouvernement ou son délégué procède à une sélection effectuée sur avis d'un jury dont la composition est déterminée par le Gouvernement.

Le jury fonde son avis en comparant la qualité des projets et l'expérience des personnes attachées à la réalisation desdits projets, ainsi que les actions qui en attestent, en regard des missions telles que prévues à l'article 149/3.

Le jury rend sa décision dans un délai de trente jours.

Art. 149/8. Un rapport d'activités annuel établi par l'organisme est transmis pour approbation à un comité d'accompagnement dont les membres sont désignés par le Gouvernement, pour le 30 juin au plus tard et transmis pour information au Parlement.

Ce rapport contient un bilan, une description des actions réalisées durant l'année écoulée, ainsi qu'une analyse qualitative et quantitative de la réalisation des missions précisées à l'article 149/3.

Le rapport d'activités annuel est accompagné des pièces justificatives de l'utilisation de la subvention pour l'année écoulée.

Art. 149/9. Dans les deux mois suivant sa reconnaissance et ensuite tous les trois ans, l'organisme soumet à l'approbation du Gouvernement ou de son délégué un programme d'actions pluriannuel à trois ans détaillant les actions qu'il mènera pour mettre en œuvre les missions visées à l'article 149/3.

Le Gouvernement ou son délégué procède, dans les trente jours à dater de sa réception, à l'approbation du programme d'actions pluriannuel à trois ans.

Art. 149/10. § 1^{er}. La reconnaissance peut être retirée par le Gouvernement ou son délégué pour cause d'inobservation des dispositions du présent titre ou des dispositions fixées en vertu du présent titre.

Le Gouvernement fixe la procédure de retrait de la reconnaissance.

§ 2. Un recours contre les décisions de retrait de la reconnaissance peut être introduit conformément aux dispositions du présent Code.

§ 3. La décision de retrait de la reconnaissance de l'organisme visé à l'article 149/4 n'empêche pas une candidature ultérieure à la reconnaissance de cet organisme selon les modalités prescrites aux articles 149/6 et 149/7.

Section 3. — Subventionnement

Art. 149/11. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement ou son délégué accorde une subvention annuelle à l'organisme reconnu conformément aux articles 149/4 à 149/11.

Les subventions visées à l'alinéa 1^{er} couvrent :

1° les frais de personnel;

2° les frais de fonctionnement.

Le Gouvernement fixe les modalités, les montants, le mode de calcul de l'indexation éventuelle et les conditions d'octroi et de justification de la subvention.

L'organisme visé à l'article 149/3 peut percevoir d'autres subventions couvrant des activités complémentaires ou exceptionnelles pour renforcer l'efficacité des actions contenues dans le présent décret, pour travailler sur des actions transversales liées à l'interaction entre les différents niveaux de pouvoirs, pour concrétiser d'autres actions qu'il développe pour atteindre l'objectif d'amélioration de l'accueil des gens du voyage en Wallonie et de lutte contre leur appauvrissement. Il peut percevoir une cotisation de ses membres.

Art. 149/12. Le Gouvernement ou son délégué désigne les services chargés du contrôle administratif, qualitatif et financier de l'organisme. ».

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 4. Le présent décret entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 28 avril 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

Note

(1) Session 2013-2014.

Documents du Parlement wallon, 1042 (2013-2014) N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 25 avril 2014.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203420]

28 APRIL 2014. — Decreet tot aanvulling van Boek I van het tweede deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de hulp aan de woonwagenbewoners (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet aangelegenheden bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. In boek I van het tweede deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wordt een titel 7 ingevoegd, met als opschrift "Hulp aan de woonwagenbewoners".

Art. 3. In titel 7, ingevoegd bij artikel 2, worden de artikelen 149/1 tot 149/12 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 149/1. Voor de toepassing van deze titel wordt verstaan onder:

1° woonwagenbewoners: gemeenschappen van verschillende herkomsten gekenmerkt door een verplaatsbare habitat, die zich gedurende verschillende maanden van het jaar van plaats tot plaats verplaatsen en die bij elke stilstand een paar dagen ter plaatse blijven alvorens zich opnieuw op weg te begeven;

2° onthaal: procedure die het tijdelijk verblijf van de woonwagenbewoners officieel organiseert en die het zoeken naar in overleg bepaalde oplossingen voor specifieke problemen mogelijk maakt;

3° bemiddeling: actiemethode die de tussenkomst van een onafhankelijke en onpartijdige derde vereist en die als doel heeft personen of partijen het eens te doen worden, tot overeenstemming te brengen of te verzoenen.

Art. 149/2. Deze titel heeft als doel hulp te verlenen aan de woonwagenbewoners, waarbij met name:

1° hun integratie wordt bevorderd;

2° de processen die de armoede van de woonwagenbewoners als gevolg hebben, worden bestreden;

2° een gezamenlijk en kwaliteitsvol onthaal van de woonwagenbewoners in Wallonië wordt ondersteund.

HOOFDSTUK 2. — *Onthaal van de woonwagenbewoners*

Afdeling 1. — Opdrachten van de instelling gespecialiseerd voor het onthaal van de woonwagenbewoners

Art. 149/3. De opdrachten van de instelling gespecialiseerd voor het onthaal van de woonwagenbewoners bestaan in:

1° de bevordering van de sociale en socioprofessionele projecten van de woonwagenbewoners en de bevordering van de deelname van de woonwagenbewoners en van hun verenigingen aan het maatschappelijk leven;

2° het verlenen van hulp voor de vervulling van de administratieve formaliteiten van de woonwagenebwoners, met name in verband met hun verplaatsbare habitat;

3° de bevordering en de verbetering van de betrekkingen tussen de plaatselijke overheid, de woonwagenebwoners en de sedentaire bevolking;

4° het informeren en de begeleiding van de openbare overheden wat betreft het beheer van het verblijf van de woonwagenebwoners;

5° het verzekeren van de bemiddeling, met name door op verzoek van de gemeenten of van de woonwagenebwoners op het terrein tussenbeide te komen, ook voor spoedgevallen;

6° het verzamelen van de statistische gegevens over de groepen, de bemiddelingen van de instelling gespecialiseerd voor het onthaal van de woonwagenebwoners en hun interpretatie;

7° de analyse van de verordeningen en "goede praktijken" in Europa;

8° het voorstellen van de oriëntaties van het onthaalbeleid voor de woonwagenebwoners in het Franse taalgebied.

9° de informatie van de diensten van de Regering.

De Regering kan de opdrachten waarvan sprake in 1° tot 9° nader bepalen.

Afdeling 2. — Erkennung van de instelling gespecialiseerd voor het onthaal van de woonwagenebwoners

Art. 149/4. De Waalse Regering of haar afgevaardigde erkent een instelling gespecialiseerd voor het onthaal van de woonwagenebwoners

Art. 149/5. De erkenningsvoorwaarden van de instelling zijn de volgende:

1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 over de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

2° zijn bedrijfszetel op het grondgebied van het Franse taalgebied hebben en er zijn opdrachten uitoefenen;

3° de opdrachten waarvan sprake in artikel 149/3 verrichten;

4° ten minste drie jaar tellen van activiteiten betreffende het onthaal van de woonwagenebwoners;

5° over een ploeg beschikken waarvan de minimale samenstelling door de Regering wordt bepaald;

6° over lokalen beschikken die aangepast zijn aan de uitoefening van haar opdrachten en die de gezondheids- en veiligheidsnormen vervullen.

Art. 149/6. De erkenningsaanvraag wordt aan de Regering of aan haar afgevaardigde gericht bij ter post aangetekend schrijven of op elke wijze waarop een vaststaande datum aan de zending wordt verleend.

De erkenning wordt verleend voor een onbepaalde periode.

Art. 149/7. § 1. De Regering bepaalt de inhoud van het dossier m.b.t. de erkenningsaanvraag alsook de procedure voor de oproep tot de kandidaten. Het aanvraagdossier bevat op zijn minst:

1° de statuten van de vereniging;

2° de samenstelling van de beheersorganen;

3° de laatste goedgekeurde jaarrekeningen;

4° een omschrijving van de activiteiten van de vereniging en, in voorkomend geval, van haar medewerking met de openbare of private actoren.

5° in voorkomend geval, de lijst van de door de vereniging tewerkgestelde personen.

§ 2. De Regering bepaalt de procedure voor de toekenning van de erkenning.

§ 3. Als verschillende verenigingen aan de bij deze titel gestelde voorwaarden, namelijk die bedoeld in artikel 149/5, voldoen aan het einde van het onderzoek van de erkenningsaanvragen, gaat de Regering of haar afgevaardigde over tot een selectie uitgevoerd op advies van een jury waarvan de samenstelling door de Regering bepaald wordt.

De jury formuleert zijn mening door de kwaliteit van de projecten en de ervaring van de mensen belast met de uitvoering van deze projecten alsook de acties die hen aantonen te vergelijken, tegenover de opdrachten zoals bepaald bij artikel 149/3.

De jury doet zijn uitspraak binnen een termijn van 30 dagen.

Art. 149/8. Een jaarlijks activiteitenverslag dat door de instelling wordt opgemaakt, wordt uiterlijk 30 juni aan een begeleidingscomité waarvan de leden door de Regering worden aangewezen, overgemaakt en uiterlijk 30 juni ter informatie meegedeeld aan het Parlement.

Dat verslag omvat een balans, een omschrijving van de tijdens het afgelopen jaar uitgevoerde acties, alsmede een kwalitatieve en kwantitatieve analyse van de uitvoering van de in artikel 149/3 uitgevoerde opdrachten.

Het jaarlijkse activiteitenverslag gaat vergezeld van de bewijsstukken van het gebruik van de toelage voor het afgelopen jaar.

Art. 149/9. Binnen twee maanden volgend op haar erkenning en vervolgens om de drie jaar legt de instelling ter goedkeuring aan de Regering of haar afgevaardigde een meerjarig actieprogramma van drie jaar voor, met omschrijving van de acties die ze gaat voeren om de bij artikel 149/3 bedoelde opdrachten uit te voeren.

De Regering of haar afgevaardigde keurt het meerjarig actieprogramma van drie jaar binnen dertig dagen na ontvangst ervan goed.

Art. 149/10. § 1. De erkenning kan door de Regering of haar afgevaardigde ingetrokken worden als de bepalingen van deze titel of de krachtens deze titel vastgelegde bepalingen niet in acht worden genomen.

De Regering bepaalt de procedure voor de intrekking van de erkenning.

§ 2. Een beroep tegen de beslissingen tot intrekking van de erkenning kan ingediend worden overeenkomstig de bepalingen van dit Wetboek.

§ 3. De beslissing tot intrekking van de erkenning van de in artikel 149/4 bedoelde instelling gaat niet tegen een latere kandidatuur voor de erkenning van deze instelling volgens de modaliteiten voorgeschreven in de artikelen 149/6 en 149/7.

Afdeling 3. — Subsidiëring

Art. 149/11. Binnen de perken van de begrotingskredieten kent de Regering of haar afgevaardigde een jaarlijkse toelage toe aan de overeenkomstig de artikelen 149/4 tot 149/11 erkende instelling.

De in het eerste lid bedoelde toelagen dekken:

1° de personeelskosten;

2° de werkingskosten.

De Regering stelt de modaliteiten, bedragen, de berekeningswijze van de eventuele indexering en de toekennings- en rechtvaardigingsvoorwaarden voor de subsidie vast.

De in artikel 149/3 bedoelde instelling kan andere toelagen ontvangen die uitzonderlijke of aanvullende activiteiten dekken om de in dit decreet bevatte acties doeltreffender te maken, om aan overkoepelende acties i.v.m. de interactie tussen de verschillende beleidsniveaus te werken, om andere acties te concretiseren die hij ontwikkelt om het doel van de verbetering van het onthaal van de woonwagewoners in Wallonië en van de verarmingbestrijding te bereiken. De instelling kan een bijdrage van haar leden ontvangen.

Art. 149/12. De Regering of haar afgevaardigde wijst de diensten belast met de administratieve, kwalitatieve en financiële controle van de instelling aan.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 4. Dit decreet treedt in werking op de datum van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 28 april 2014

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C DI ANTONIO

Nota

(1) Zitting 2013-2014.

Stukken van het Waals Parlement, 1042 (2013-2014) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 25 april 2014.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203388]

24 AVRIL 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment l'article 3, alinéa 4, l'article 21, alinéa 3, et l'article 87, alinéa 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'avis n° 53.778/2 du Conseil d'Etat, donné le 12 août 2013 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la raréfaction des ressources fossiles (pétrole, gaz, charbon...), la recherche d'une moindre dépendance énergétique et la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre, impliquent le recours accru à des sources d'énergies renouvelables;

Considérant que la biométhanisation constitue également une source de diversification pour le secteur agricole;

Considérant que la biométhanisation se développe également dans le secteur de l'industrie agro-alimentaire;

Considérant que la Directive européenne 2009/28/CE pour la promotion de l'utilisation des énergies renouvelables fixe les objectifs nationaux en ce qui concerne la part d'énergie produite à partir de sources d'énergies renouvelables dans la consommation d'énergie finale brute; la Belgique doit atteindre 13 % pour la part d'énergie produite à partir de sources d'énergies renouvelables dans la consommation d'énergie finale brute en 2020; que par ailleurs, dans sa Déclaration de Politique régionale, le Gouvernement wallon s'est engagé à tendre vers 20 % à l'horizon 2020;

Considérant qu'actuellement seules sont reprises à l'annexe I^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, les installations de biométhanisation recevant des déchets non dangereux, dangereux ou des sous-produits animaux; que les rubriques prévoient ce qui suit :